

LES JEUNES LIBERAUX RADICAUX SUISSES

Papier de position sur la politique de la drogue

Les Jeunes Libéraux Radicaux demandent :

- **Pas de restriction supplémentaire, ni de taxe élevée pour l'alcool et le tabac.**
- **La culture, le commerce et la consommation des drogues « douces » doivent être progressivement légalisés.**
- **La consommation des drogues ne doit pas être pénalisée.**
- **Le principe de responsabilité doit aussi être inscrit dans une réforme globale de la santé pour le consommateur de stupéfiants.**

1. Situation de départ

1.1. La guerre perdue contre les drogues

Les drogues sont consommées pour leurs effets relaxants, étourdissants, stimulants et psychédéliques. Si elles sont consommées modérément, les drogues ont, en plus des effets secondaires, également de nombreux effets positifs ; par exemple, ils aident à soulager la douleur, à mieux dormir, à se relaxer ainsi qu'à se concentrer. Pour cette raison, les stupéfiants font partie intégrante de notre société et seront toujours, d'une manière ou d'une autre, consommés.

La consommation de drogues est, cependant, combattue par le politique via les interdictions et la répression. Mais, la guerre contre les drogues ("War on Drugs") est de toute façon déjà perdue. Dans le monde entier, des milliers de personnes sont détruites à cause de la répression. Cette politique de répression ne permet aucune transparence des marchés et contribue à mettre en danger les petits consommateurs, qui souffrent déjà par la consommation de drogues. A cela s'ajoutent également les dégâts collatéraux suite aux actions policières au succès mitigé. La consommation de drogues augmente de manière drastique¹ et la politique perd son objectif central qui est de réduire la vente des stupéfiants dans les rues.

Compte tenu de ces faits, les Jeunes Libéraux-Radicaux estiment qu'il est nécessaire de repenser et de modifier l'actuelle politique de la drogue.

1.2. Renouveau dans la politique de la drogue

La commission proche de l'ONU "Global Commission on Drugs"², qui regroupe des experts de différents pays a la même position que les Jeunes Libéraux-Radicaux. Cette commission, qui agit en donnant des recommandations à divers gouvernements, s'est fixé comme objectif de baser sa politique de la drogue sur des faits et non pas sur des

¹ http://www.globalcommissionondrugs.org/wp-content/themes/gcdp_v1/pdf/Global_Commission_Report_German.pdf, S. 4

² <http://www.globalcommissionondrugs.org>

considérations morales. Les interdictions ne résolvent pas les problèmes, mais bien au contraire, elles les créent et les accentuent. Pour cette raison, les consommateurs ne devraient pas être stigmatisés, mais il faudrait plutôt ouvrir le dialogue avec eux, et ce, uniquement sur des bases scientifiques.

Il est nécessaire de ne pas faire une réflexion que sur un niveau interétatique, mais aussi sur un niveau plus local. Quelques exemples, au niveau local, permettent de montrer que la politique répressive cause des dommages. Ces cas concernent essentiellement le cannabis ; par exemple, plusieurs états américains ont décidé d'une légalisation. En Suisse, aussi, il y a des efforts afin de changer la pratique envers cette drogue. Dans plusieurs villes, il y a des projets pilotes qui sont mis en place afin d'accompagner la légalisation de manière scientifique (avant de le faire à plus grande échelle). Même si ces projets sont discutables d'un point de vue légal, ils permettent de montrer que le politique est de plus en plus intéressé à trouver une solution alternative.

En plus de la problématique du cannabis, celle de la Snus est actuellement thématifiée. La consommation et l'utilisation du Snus sont autorisées, mais sa vente est cependant interdite. Cette interdiction doit maintenant être supprimée.

1.3. L'éducation des citoyens n'est pas une tâche de l'Etat

En Suisse, la politique de la drogue repose sur quatre piliers: prévention, thérapie, réduction des risques (exemple : la répression) et régulation du marché³. Les Jeunes Libéraux-Radicaux luttent pour une société libérale dans laquelle l'Etat renforce la responsabilité individuelle de l'individu en lui permettant de choisir sa vie avec un maximum de libertés. Ce n'est pas le rôle de l'Etat que d'éduquer le citoyen et de le protéger de lui-même. Pour cette raison, l'objectif des Jeunes Libéraux-Radicaux consiste à trouver de nouvelles façons de traiter la problématique des stupéfiants et à repenser le rééquilibrage entre les piliers.

Les JLRS demandent que la politique de la drogue en Suisse prenne une nouvelle orientation. La consommation et le commerce des stupéfiants déjà légaux (par exemple l'alcool et le tabac) ne doivent pas être encore plus restreints. La vente de Snus et des autres dérivés du tabac doivent être complètement légalisés. Les drogues « douces », et en particuliers les cannabinoïdes, le khat et les champignons contenant de la psilocybine, doivent être également totalement légalisés. Toutes les autres drogues « dures » doivent être libéralisées.

2. Avantage d'une nouvelle stratégie des drogues

La criminalisation des stupéfiants apporte de grandes conséquences négatives dans la société :

³ <http://www.bag.admin.ch/themen/drogen/00042/00624/06044/index.html?lang=de>

- La consommation illégale préterite la situation des consommateurs qui sont ainsi inutilement stigmatisés et punis, et ce d'autant plus qu'ils risquent déjà de se blesser par leur propre comportement.
- De par leur illégalité, l'achat des produits cause des dangers inutiles.
- Les interdictions empêchent une prévention efficace.
- Sur le marché noir, il n'est pas possible de garantir la qualité des produits. Il y a ainsi pour les consommateurs un danger de contamination par la consommation de produits encore plus dommageables.
- Le commerce, de par son illégalité, est aux mains du crime organisé.
- Il y a un encouragement à la délinquance.
- Suite à la répression de la politique de la drogue, l'Etat doit supporter des coûts élevés lors d'interventions policières et de poursuites judiciaires.

La légalisation et la libéralisation des drogues agissent exactement sur les problèmes mentionnés ci-dessus. Les consommateurs ne devraient pas être criminalisés pour leurs décisions prises librement. Les consommateurs occasionnels ne devraient pas être entravés dans leur commerce, ni punis pour leur dépendance réelle. Ils devraient plutôt être traités. La « Global Commission » de par son étude dans le rapport mentionné montre que la légalisation ne conduit pas à une augmentation de la consommation de drogues⁴. Il est, pour cette raison, recommandé d'abandonner la politique actuelle de la drogue.

Une légalisation permet de lutter efficacement contre le marché noir puisque les marchés « normaux » peuvent se développer. De cette manière, la situation des consommateurs s'améliorera grandement. Ainsi, il pourra être possible de garantir la qualité des produits, de diminuer les risques pour les consommateurs lors de l'achat et de lutter contre certains vendeurs grâce à un nouveau cadre juridique. La relation entre consommateur et vendeur en sera plus équilibré. Par la lutte contre la criminalité liée à la drogue, le niveau général de sécurité augmentera.

Avec une nouvelle politique de la drogue, des ressources seront libérées au sein de la police et de la justice. Ces ressources pourront être engagées dans la lutte de problèmes sécuritaires plus importants tels que la criminalité violente. De cette manière, une légalisation permet non seulement d'économiser de l'argent qui peut être utilisé pour d'autres buts, mais elle peut aussi générer des recettes supplémentaires. Il serait possible de taxer les produits (par exemple par la TVA) ou/et d'imposer les commerces.

3. Stupéfiants déjà légalisés

Pour des raisons historiques, mais aussi par l'élargissement de l'offre, des produits tels que le tabac ou l'alcool peuvent déjà être consommés de manière légale. Même si la

⁴ http://www.globalcommissionondrugs.org/wp-content/themes/gcdp_v1/pdf/Global_Commission_Report_German.pdf, S. 10f.

consommation de ces biens a légèrement diminué⁵⁶, les interdictions limitent les citoyens et les déresponsabilisent. Les Jeunes Libéraux-Radicaux rejettent fermement la nouvelle loi sur le tabac qui interdit la publicité, la distribution d'échantillons gratuits et qui compare l'E-cigarette, même si elle ne commet pas de nuisances passives, avec d'autres produits dérivés du tabac. De plus, les Jeunes Libéraux-Radicaux refusent également la nouvelle loi sur l'alcool qui ne contient que des interdictions supplémentaires dont les effets sont discutables.

Cependant, il y a des évolutions positives qui tendent vers une plus grande justice avec le principe du consommateur-payeur ainsi que vers une légalisation complète de la vente de Snus. Les Jeunes Libéraux-Radicaux soutiennent l'initiative parlementaire en cours (13.438) « Créer un cadre légal pour la vente de Snus »⁷.

Les JLRS demandent :

- **Pas de restriction supplémentaire, ni de taxe élevée pour l'alcool et le tabac (Pas d'interdiction de publicité, pas d'interdiction de distribution d'échantillons, pas d'interdiction d'Happy-Hour, pas d'interdiction de vente de nuit, pas de prix minimum, pas de réglementation sur les emballages des produits...)**
- **L'interdiction de la vente de Snus doit être supprimée.**
- **Pas de comparaison entre l'E-cigarettes et la cigarette.**
- **Le consommateur est responsable de sa consommation de stupéfiants ainsi que de des conséquences. Ainsi, il faudrait percevoir une taxe sur tous les stupéfiants pour le financement des mesures thérapeutiques des personnes dépendantes. De cette manière, les consommateurs doivent payer les coûts qu'ils engendrent.**

4. Légalisation des drogues « douces »

Les Jeunes Libéraux-Radicaux comprennent sous la dénomination de drogues « douces » les stupéfiants naturels, et plus particulièrement les cannabinoïdes, le khat et les champignons contenant de la psilocybine ("Magic Mushrooms"). Les drogues « douces », de par leur acceptation sociétale, mais aussi de par leur faible potentiel relatif de dommages, sont idéales pour tester une nouvelle politique de la drogue. A moyen terme, il faut tendre vers une légalisation complète des drogues „douces“.

Les JLRS demandent :

- **La culture, le commerce et la consommation des drogues « douces » doivent être progressivement légalisés.**

⁵ <http://www.suchtschweiz.ch/infos-und-fakten/alkohol/konsum/>

⁶ <http://www.suchtschweiz.ch/infos-und-fakten/tabak/konsum/>

⁷ http://www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20130438

- **Avant d'introduire une légalisation totale, les villes et les cantons devraient avoir la possibilité de mettre en place des projets pilotes dans ce domaine.**
- **Il faut maintenir trois premiers piliers de la politique actuelle de la drogue (Prévention, thérapie, réduction des risques).**

5. Libéralisation des autres stupéfiants

La distinction entre stupéfiants interdits (ex : LSD) et certains stupéfiants autorisés (ex : Alcool) découle d'une origine historique et ne se base pas les réels dangers qu'encourent la société et les consommateurs. Dans l'optique de pouvoir mener une discussion basée sur des faits scientifiques, la politique doit être guidée par le potentiel réel de risque des différents stupéfiants.

Les JLRS demandent :

- **La consommation de drogues ne doit pas être pénalisée.**
- **Comme c'est le cas dans le cadre du programme pour la lutte contre la consommation de l'héroïne, des centres et des programmes de substitution doivent être mis en place pour tous les stupéfiants et doivent être autofinancés par les consommateurs.**
- **Les personnes dépendantes et malades (suite à la consommation de drogues) doivent financer, prioritairement par eux-mêmes, l'accès aux offres de thérapie et de soin.**
- **Progressivement, avec le succès de la nouvelle politique de la drogue, d'autres types de stupéfiants doivent être légalisés complètement.**
- **Les coûts doivent être supportés par les personnes ayant engendré ces coûts.**

Plus de liberté. Moins d'état.